



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 27 FÉVRIER 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quatorze le vingt sept février à dix huit heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, 1<sup>ER</sup> Adjoint au Maire de Draguignan, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
85	80	77

Objet de la délibération:  
**PLH - Financement du parc public 2013**

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, CHILINI Bernard, VACHALD Sabine, BOYER Liliane, BLANC Pierre, BARRE Françoise, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, VIGNAL Patrick, ROUVIER Georges, SANTONI Jean-Daniel, PARLANTI Alain, PIERRUGUES Gérald, COLOMBANI Anne-Marie, ALRIC Max, ANTONA Dominique, AUGUIN Jutta, CARLETTI Jean-Louis, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Pierre-Yves, DAHOT Marie-Paule, DEMONT Dominique, GELER Abel, GEORGES Fabien, GIBOIN Claude, GIUNCHIGLIA Audrey, GODANO Jacques, GONZALES Nathalie, LEGRAIEN Françoise, MARTIN Hugues, MARTINEZ Encarnacion, MICHEL Jacques, MIGLIOLI Jean-Bernard, PELASSY Michèle, PERON Pascal, PESCE Thierry, POINSIGNON Béatrice, RABEL Max, ROUX Régis, ROSSIGNOL Hubert, SUSINI André, TUMMINO Gilles, VARO Guy, VENTURINI Achille, VIGNAL Renée, VIGREUX Alain, POSSENTI GUY, GRIMALDI Christian, FANELLI Nicole, MOMBAZET Jean-Pierre, COLOMBANI Jean-Marie, BALDECCHI Serge, HUSSER Josaine, HERMET Daniel

**REPRESENTES**

Xavier GUERRINI pouvoir à Georges ROUVIER, Andrée AILLAUD pouvoir à Liliane BOYER, Nadine BRONNER pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Louis DALBERA pouvoir à Max CARZOLI, Danielle DESPREZ pouvoir à Dominique DEMONT, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Mireille KRUPA pouvoir à Françoise BARRE, Jean-Luc MANCHIA pouvoir à Jean-Louis CARLETTI, Jean-Marc MILESI pouvoir à Gilbert GALLIANO, Patricia MIRA pouvoir à Pierre BLANC, Jean PEIRON pouvoir à Jean-Bernard MIGLIOLI, Max PISELLI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphane PLOUARD pouvoir à Béatrice POINSIGNON, Edouard SAUTTER pouvoir à Jacques LECOINTE, Sylvain SENES pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Bernard UGHETTO pouvoir à Bernard CHILINI, Béatrice BUKALA-MERCIER pouvoir à Claude GIBOIN, Evelyne BECQUET pouvoir à GUY POSSENTI

**ABSENTS :**

ARNEODO Jean-Louis, GERMAN Sylvia, JAHAN Béatrice

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Mademoiselle Audrey GIUNCHIGLIA

**RAPPORTEUR :** Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le : 21/3/2014

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 12/3/2014

La Communauté d'Agglomération Dracénoise est délégataire de la gestion de l'aide à la pierre de l'État pour la construction de logements locatifs sociaux depuis le 1er janvier 2011.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération Dracénoise gère les enveloppes financières allouées par l'État ainsi que les agréments correspondants.

A la suite de la réunion du Comité Régional de l'Habitat en date du 27 mars 2013, le Préfet de la région Provence Alpes Côte d'Azur a réparti entre les territoires l'enveloppe consacrée au financement du logement social en assignant à chaque territoire des objectifs quantitatifs de production, réactualisés en cours d'année, soit :

	Objectifs réactualisés à septembre 2012	Réalisé
PLAI	63	43
PLUS	144	89
PLS	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>207</b>	<b>132</b>

Au regard de ces objectifs, ont été engagés par la Communauté d'Agglomération Dracénoise, délégataire, au titre de la réalisation de logements sociaux en offre nouvelle :

- 349 610 € au titre de l'enveloppe de base
- 180 500 € au titre de l'enveloppe de surcoût foncier
- 180 500 € au titre de la participation financière d'Action Logement

En termes d'opérations, cette programmation se décline comme suit :

	Maître d'ouvrage	Nombre de logements	Subvention PLAI	Subvention PLUS	Subvention Action Logement	TOTAL
Flayosc – 36 Boulevard Jean Moulin - « Lei Vendumi »	SAIEM	24	16 212 € 13 494 € SF*	39 372 € 23 514 € SF	37 008 €	129 600 €
Trans en Provence – Chemin des Clauses - « Les Coquelicots »	Var Habitat	21	13 200 € 9 893,04 € SF	32 180 € 24 116,96 € SF	34 010 €	113 400 €
Trans en Provence – Route des Arcs - « Villa Garance »	UNICIL	57	46 320 € 31 391,71 € SF	85 692 € 56 502,29 € SF	87 894 €	307 800 €
Taradeau – Centre ville - « Le Moulin »	SAIEM	15	27 000 €	54 000 €	0 €	81 000 €
Vidauban – Impasse de l'Argens - « Le Grand Air »	Var Habitat	14	9 378 € 6 251,42 € SF	23 006 € 15 336,58 € SF	21 588 €	75 560 €
Les Arcs – 20, rue de la République	Commune des Arcs	1	0 €	3 250 €	0 €	3 250 €
<b>TOTAL</b>		<b>132</b>	<b>173 140,17 €</b>	<b>356 969,83 €</b>	<b>180 500 €</b>	<b>710 610 €</b>

\*SF : Surcharge foncière.

Conformément aux dispositions prévues par la convention de délégation de la gestion des aides publiques à la pierre de l'État en vigueur, les décisions d'agrément et de financement des opérations de constructions de logements locatifs sociaux sus listées doivent être faire l'objet d'un vote par le Conseil communautaire afin d'autoriser Monsieur le Président à attribuer et notifier lesdites décisions.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Habitat en date du 13 février 2014, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

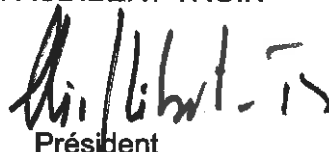
- autoriser Monsieur le Président à attribuer et notifier la décision de financement relative à la programmation 2013 dans la cadre de la gestion déléguée des crédits de l'État au titre de la construction de logements locatifs sociaux,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Ces sommes seront imputées sur les crédits inscrits à l'exercice 2014, chapitre 0204, nature 20418 fonction 720.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 27 février 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président

1er Adjoint au Maire de Draguignan  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.